

Syrie : Nous n'avons aucun problème avec le « respect mutuel » !

De [DR Bachar al-Assad](#)

Global Research, septembre 21, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/syrie-nous-navons-aucun-probleme-avec-le-respect-mutuel/5350865>

Le 19 Septembre 2013, le Président Bachar al-Assad a accordé un entretien à deux journalistes de Fox News [USA] rendus à Damas. Voici la traduction de la deuxième partie.

Fox News : Monsieur le Président, permettez-moi de vous poser des questions d'ordre diplomatique. Quelles sont les initiatives que vous seriez prêt à mener pour rétablir la confiance et avancer vers la paix dans votre pays ?

Président Al-Assad : Toute initiative diplomatique menée sans avoir ramené la stabilité et débarrassé le pays des terroristes ne sera qu'illusion ! C'est pourquoi, toute initiative diplomatique doit commencer par stopper l'afflux des terroristes, leur soutien logistique ainsi que leur soutien en armes et en argent. Pour la suite, nous disposons d'un plan global qui permettra aux Syriens de s'asseoir autour d'une même table pour discuter ensemble de l'avenir de la Syrie, de son régime politique, de sa constitution, et de tout le reste.

Fox News: Est-ce que cet avenir inclut des négociations avec l'opposition syrienne ?

Président Al-Assad : Parfaitement... mais ceci ne signifie pas négocier avec les terroristes.

Fox News: Je comprends. Mais est-ce que cela signifie que vous êtes prêt pour, disons, un programme de réconciliation avec vos opposants ? Êtes-vous prêt à cela ?

Président Al-Assad : Certainement. Nous l'avons même annoncé tout au début de cette année. Nous avons dit que nous étions prêts à discuter avec n'importe quel parti politique en Syrie ou à l'extérieur de la Syrie.

Fox News : Parlons de l'avenir et de l'année qui vient... Seriez-vous prêt à offrir l'amnistie à tous les Syriens qui se sont opposés à votre gouvernement ?

Président Al-Assad : Ils n'ont pas enfreint la loi. Par conséquent, si ce sont des opposants au gouvernement, ils n'ont pas besoin d'amnistie pour venir en Syrie. L'amnistie n'est envisageable que pour des personnes qui ont violé ou enfreint la loi syrienne. S'opposer au gouvernement n'est pas un crime.

Fox News : Considérez-vous l'amnistie comme une voie pouvant mener vers la paix ?

Président Al-Assad : Cela dépend... S'il s'agit de personnes qui ont fait couler le sang syrien, il est possible de l'envisager dans le cadre d'une réconciliation nationale.

Fox News: Y compris des réparations aux familles de ceux qui ont été tués ?

Président Al-Assad : Ce n'est pas au président de définir tous ces détails. Je pense que c'est l'ensemble de toutes les factions ou parties qui le feront.

Fox News : Puisque vous allez vers un processus de paix, que diriez-vous, Monsieur le Président, à ces millions de Syriens devenus des réfugiés ? Que pourriez-vous faire pour les inviter à revenir chez eux ?

Président Al-Assad : Bien sûr que nous voulons qu'ils reviennent dans leurs villages, leurs villes et leurs foyers. Nous le voulons. Mais nous devons les aider à se débarrasser des terroristes, parce que la majorité de ces réfugiés ont quitté à cause d'eux et non à cause du gouvernement. En réalité, nous avons des réfugiés à l'intérieur même de la Syrie et ils sont aidés par le gouvernement.

Fox News : Permettez-moi de vous demander si vous avez parlé avec le président Obama?

Président Al-Assad : Jamais.

Fox News : Lui avez-vous parlé à un moment ou à un autre ?

Président Al-Assad : Non... jamais.

Fox News : Cela vous intéressait-il de parler avec notre président?

Président Al-Assad : Cela dépend du contenu... il ne s'agit pas de bavarder !

Fox News : Si, en ce moment précis, vous aviez l'intention de lui adresser un message, que lui diriez-vous ?

Président Al-Assad : Écoutez votre peuple. Suivez le « sens commun » [1] de votre peuple. Ça suffira.

Fox News : Le Pape François a invité la communauté internationale à abandonner la vaine poursuite d'une solution militaire. Croyez-vous que ses conseils s'appliquent à vous et à votre gouvernement autant qu'à d'autres pays ?

Président Al-Assad : Certainement ! Nous avons invité chaque milicien en Syrie à déposer ses armes, en conséquence de quoi nous lui avons offert l'amnistie et la possibilité de reprendre le cours normal de sa vie de citoyen. Bien sûr que nous le croyons !

Fox News : Je vous remercie. Avant de passer la parole à mon collègue, j'aimerais vous poser une question qui me tracasse autant qu'elle tracasse d'autres Américains. Tous ceux qui, regardent cette interview, à travers le monde, ne savent pas que vous êtes Docteur en Médecine et que vous avez pratiqué ce métier avant de devenir Président. Comme vous le savez, les médecins font le serment d'Hippocrate par lequel il s'engage à ne jamais nuire à personne. Est-ce qu'un médecin abandonne cet engagement à partir du moment où il accède à des fonctions politiques ?

Président Al-Assad : Tout d'abord, Tous les médecins prennent la bonne décision pour protéger la vie du patient mais vous ne pouvez pas dire qu'ils ne font jamais souffrir physiquement, puisqu'il leur faut parfois extirper le membre malade qui risque de le tuer. Il peut devoir extraire un œil... amputer une jambe... vous ne diriez pas que c'est un mauvais médecin et il n'en demeurerait pas moins que, quoi qu'il fasse, cela reste un travail humanitaire. Il en est de même pour les politiciens, mais à plus grande échelle. Un médecin traite un seul patient à la fois, alors que le politicien doit traiter avec le peuple et donc des millions, voire des dizaines de

millions de personnes...

Dès lors, la question est de savoir si votre décision devrait, ou non, aider la vie des Syriens dans la situation où ils se trouvent. Personne n'aime la violence. Nous sommes contre la violence. Mais que feriez-vous si les terroristes attaquaient votre pays et tuaient votre peuple ? Diriez-vous que vous êtes contre la violence ou bien vous défendriez-vous ? Vous disposez d'une armée et d'une police qui doivent faire leur travail. C'est la constitution et c'est le rôle de tout gouvernement. Dans les années 90, qu'avez-vous fait à Los Angeles lorsque vous avez été confrontés à des rebelles ? N'avez-vous pas envoyé votre armée ? Vous l'avez fait ! C'est donc la mission du gouvernement.

Le plus important lorsque vous prenez une décision, est qu'elle doit aider la majorité de la population, qu'elle nuise ou pas. Il est préférable que vous preniez la décision qui aiderait toute la population, mais parfois...dans certaines circonstances... des circonstances difficiles... vous ne le pouvez pas. Alors, vous devez prendre la décision la moins nuisible.

Fox News : Merci Monsieur le Président. Greg !

Fox News : Monsieur le Président, notre temps est limité, mais je voudrais brièvement revenir en arrière. J'étais ici en 2000 pour les funérailles de votre père, avant que vous n'accédiez à la présidence. À l'époque, vous aviez suscité un réel espoir chez certains, qui voyaient en vous un « réformateur » capable de changer les choses et d'apporter plus de démocratie dans ce pays. Mais aujourd'hui, les critiques et les analystes disent que vous avez reculé au point d'être qualifié de « dictateur » et pire encore... Que ressentez-vous quand vous entendez dire que vous avez perdu du terrain, ou perdu la trace que vous auriez dû suivre ; et qui aurait pu vous épargner ce qui est arrivé ?

Président Al-Assad : Tout d'abord, si vous parlez d'espoir, je voudrais dire que je suis l'espoir des Syriens. Peu importe que je sois l'espoir de n'importe quelle personnalité étrangère, officielle ou non. Par conséquent, tous les termes utilisés dans votre question doivent être soumis aux Syriens pour savoir s'ils sont ou non d'accord là-dessus. Au final, ce qui compte c'est le contenu, non les mots. Peu importe qu'ils parlent de dictateur ou de réformateur. Aujourd'hui, vous avez la propagande ! Ont-ils usé de ces mêmes mots envers leurs alliés des pays du Golfe ? Parlent-ils de dictature lorsqu'il s'agit des États du Golfe ?

Fox News : Nous parlons de la Syrie.

Président Al-Assad : Oui, je sais, mais j'ai le droit de parler d'autres États qui sont très loin d'être démocrates par rapport à l'État syrien. Pour en revenir à votre question, la réforme d'un pays ne relève pas de la responsabilité d'une personne en particulier ; qu'il s'agisse du président, du gouvernement, ou du peuple. Le Président et le gouvernement peuvent conduire la réforme, mais la réforme est un processus social influencé par de nombreuses questions de nature différente, dont des facteurs externes. Y'a-t-il guerre ? Y'a-t-il stabilité ? Y'a-t-il de bonnes conditions économiques ? Y'a-t-il de très mauvaises idéologies venues de l'étranger ?

Donc, pour revenir à la réforme que j'ai annoncée à mes tous débuts : je crois toujours au même concept, aux mêmes valeurs et principes. Notre démocratie devrait être le reflet de nos propres traditions. Le but est d'arriver à la prospérité et d'atteindre une démocratie basée sur l'acceptation de l'autre. Quand vous avez une idéologie hermétique et de nombreux tabous qui vous empêchent d'accepter

l'autre, vous retournez en arrière. Peu importe ce qu'entreprend le Président contre cela. Ni la constitution, ni la loi, ni aucun autre processus ne peuvent aboutir à une vraie et réelle démocratie dans un tel environnement. Vous pouvez parler de démocratie dans le seul cas où elle est l'œuvre de la société. C'est donc une culture.

Je suis toujours un réformateur. Je crois toujours aux mêmes valeurs. Mais si vous vous remémoriez l'Histoire des dernières décennies, vous constateriez que notre région a vécu les situations les plus complexes... C'est l'une des raisons qui font que partout, sauf en Syrie, la démocratie y est allée à reculons et que nous nous en éloignons plutôt que de nous en rapprocher.

Fox News : Encore une fois, parlons de votre pays, et revenons aux événements récents d'il y a deux ans et demi, date de la première manifestation... Certains ont dit que c'était un signe de mécontentement de la population... Là je parle des Syriens mécontents de votre transition vers la démocratie, et qui disent que c'était la seule chose qu'ils réclamaient. Plus de démocratie et plus de réformes ! À l'époque ils ne vous demandaient pas de quitter le pouvoir. Ceux qui vous critiquent disent que vous avez réagi vite et avec brutalité, avec les chars qui ont ciblé les manifestants, les tortures, etc. Alors, une fois de plus vous avez raté votre chance. Que ressentez-vous deux ans et demi plus tard ?

Président Al-Assad : Posons-nous une simple question. Si nous avions voulu opprimer ces gens, parce que nous refusions d'accéder à leurs demandes, pourquoi aurais-je déclaré lors d'un discours officiel, et donc en tant que Président, qu'ils avaient des revendications légitimes ? Ensuite, si nous voulions procéder par la force, pourquoi avons-nous modifié la Constitution ? Pourquoi avons-nous modifié la loi ? Pourquoi sommes-nous rendus à plus de 15 nouveaux partis politiques en Syrie ? Pourquoi avons-nous changé tant de lois qu'ils n'avaient même pas réclamées ?

Pourquoi ? Parce que la situation n'avait rien à voir avec la démocratie. Si tel était le cas, comment se fait-il qu'ils aient tué des manifestants ? Ici, je ne généralise pas. Certains ont manifesté pour les raisons que vous venez de mentionner, mais d'autres ont assassiné des soldats et des policiers ; ceci dès la première semaine du conflit. Quelle relation y a-t-il entre la demande de démocratie, les meurtres, et les assassinats ? Nous devons donc distinguer entre des demandeurs de démocratie et des terroristes. Une partie de ces demandeurs de démocratie qui, hier, s'opposaient au gouvernement le soutiennent aujourd'hui contre les terroristes ; parce qu'ils ont demandé une réforme, non des terroristes ! Ainsi, vous parlez de deux situations complètement différentes ; celle correspondant au tout début du conflit et celle d'aujourd'hui.

Nous sommes toujours déterminés à suivre la voie de la démocratie. Il y a quelques minutes je vous ai donné une partie de la solution. Lorsque nous nous mettrons autour de la table... le peuple syrien décidera de ce qu'il considérera comme la meilleure constitution et le meilleur régime. Sera-t-il parlementaire, présidentiel, ou quasi présidentiel ? Quelles lois veut-il ? Ainsi de suite, pour tout le reste. Ce n'est donc pas le président qui impose son régime politique, et c'est cela la démocratie !

Fox News : Vous m'apportez un élément qui mène à ma prochaine question. Certains diront que vous menez une « guerre d'usure », parce que vous avez attendu et que vous avez commencé par opprimer ceux qui voulaient une transition pacifique vers la démocratie. Au bout de deux ans et demi de combats, ils sont prêts à céder un peu. De plus, vous auriez commencé par

parler de terroristes venus de l'étranger. Ainsi en jouant sur le temps et les terroristes, vous auriez créé cette situation sur le terrain, qui a permis l'afflux des terroristes. De ce point de vue, vous n'auriez pas vraiment changé l'esprit des gens, vous les auriez simplement coincés dans un « box ». Après deux ans et demi, 110 000 morts, des villes en ruines... vous espérez encore que ces gens adoptent votre conception. Est-ce vraiment ce que vous en escomptiez ?

Président Al-Assad : Ainsi, le fin fond de votre idée serait que j'ai créé l'ambiance favorable à la venue des terroristes en Syrie ?

Fox News : Vous avez refusé, assez longtemps, les revendications de manifestants pacifiques.

Président Al-Assad : Dès le début, nous avons accepté les revendications.

Fox News : Vous avez accepté les revendications ?

Président Al-Assad : Dès le tout début, avant même que les terroristes n'arrivent de l'étranger. Dès le tout début. Six jours après le début du conflit en 2011, nous avons dit que nous procéderions à des changements, et nous avons démarré le processus de révision de la constitution deux ou trois mois après. Je n'ai pas changé la constitution. Il y a eu référendum, et le peuple a voté pour une nouvelle constitution début 2012, en Février, avant même la fin d'une année du conflit. Donc, ce que vous dites est très loin de la réalité. L'histoire est complètement différente, rien de ce que vous avez évoqué ne s'est passé en Syrie. Il s'agit peut-être d'un autre pays... Ce qui s'est passé est que le tout début des manifestations, nous avons dit que s'il y avait des revendications, nous étions prêts à procéder à des modifications sur n'importe quel sujet. Que ferait un Président, ou comment pourrait-il réussir si le peuple est contre lui ? Comment peut-il réussir ? Vous voulez qu'il soit Président juste pour le plaisir d'être Président ? Ce n'est pas réaliste. C'est impossible !

Fox News : Que diriez-vous de vos tactiques dans cette guerre ? Il ya un an, nous étions à Homs, l'une de vos grandes villes. Nous avons vu votre artillerie, alignée tout autour, bombarder sans relâche le centre ville. Vous dites que vous poursuivez l'ennemi. Vous dites que vous poursuivez des terroristes. Certains diraient qu'il s'agit de bombardements aveugles qui ont causé la mort de beaucoup, beaucoup de civils, et que vous avez laissé cette ville et beaucoup d'autres villes comme Alep, en ruines. Je veux dire, que si vous pensez qu'il y a des terroristes ennemis de votre État [dans ces zones], est-ce une façon de les poursuivre ?

Président Al-Assad : C'est donc comme si vous disiez que les civils restent sur place lorsque les terroristes s'infiltrent ou attaquent certaines zones de n'importe quelle ville ? Ce n'est pas vrai. Chaque fois que les terroristes arrivent quelque part, les civils fuient, sauf s'ils les utilisent comme boucliers humains. C'est ce qui s'est souvent passé, et c'est pourquoi il y a tant de déplacés. Ainsi, dans la plupart des cas, l'armée syrienne a attaqué des zones vidées de leurs habitants, et il est difficile d'en trouver où coexistent des civils et des terroristes.

Fox News : Mais des estimations existent, Monsieur le Président. À ce jour et sur un total de 110 000 morts, 50 000 au moins seraient des civils. Voulez-vous dire qu'il y aurait 50 000 boucliers humains?

Président Al-Assad : Tout d'abord, de quelle source tenez-vous vos informations ?

Fox News : C'est une estimation faite par les analystes qui se penchent sur ces chiffres. Vous pensez qu'ils seraient inférieurs ?

Président Al-Assad : Des Analystes des USA et demeurant aux Etats-Unis ou ailleurs.... Vous pouvez parler des faits. Vous ne pouvez pas parler des estimations et allégations.

Fox News : Tout le monde est d'accord sur ce chiffre de 111 000.

Président Al-Assad : Bien sûr ! J'ai dit il y avait des dizaines de milliers de morts, mais je n'ai pas donné de chiffres précis pour la seule raison qu'il y a des milliers de portés disparus que nous ne pouvons compter parmi les morts avant de savoir qu'ils sont morts. Maintenant, c'est une guerre ! Donc, parler des chiffres vous oblige à être très précis. Vous citez des chiffres comme s'il s'agissait d'une feuille de calcul électronique, sans compter qu'ils ont des familles et que c'est une tragédie. Nous, nous vivons avec ce peuple !

Il s'agit d'une tragédie humaine. Il ne s'agit pas de chiffres. Il s'agit de chaque famille qui a perdu des êtres chers en Syrie, y compris ma famille ! Nous avons perdu des proches. Nous avons perdu des amis. Et c'est pour cela que nous sommes en train de combattre le terrorisme. Si nous les laissions faire sans les combattre, ce chiffre, s'il était proche de la réalité, serait plusieurs fois multiplié et se compterait en millions, non seulement en centaines de milliers.

Fox News : Nous ne voulons pas nous perdre dans les chiffres parce que, comme vous le dites, il s'agit d'un problème humain. Mais encore une fois, vous avez dit que 90% de l'opposition, donc des rebelles, sont d'Al-Qaïda. Vous maintenez ce pourcentage ? 90% ?

Président Al-Assad : 80 à 90%. Personne n'a le nombre exact. Vous n'avez pas le nombre exact, car ils vont et viennent par flots irréguliers.

Fox News : Vous ne pensez pas que c'est là un pourcentage trop élevé ? Je veux dire que certaines personnes l'estiment inférieur, à 50/50. On pourrait dire que c'est au minimum du fifty/fifty ?

Président Al-Assad : Quelles personnes ? Je suis sûr que ce ne sont pas des personnes syriennes. Personne, en Syrie, n'a parlé de 50/50. Ou alors, c'est depuis l'étranger... ils ont leurs propres estimations. Mais en fin de compte, c'est notre conflit. Nous vivons ici, dans notre propre pays, nous pouvons donner des chiffres. Mais fifty/fifty... comment les ont-ils comptés ?

Fox News : Alors encore une fois, juste pour résumer ce que vous venez de dire, je rappellerais l'une de vos citations qui est "l'opposition a été fabriquée à partir de l'étranger." C'est vraiment ce que ressentez ?

Président Al-Assad : Ce n'est pas un sentiment, et il ne s'agit pas de comment je ressens. Il s'agit de comment les faits se présentent à nous. S'ils n'ont pas de base populaire en Syrie -parce que nous avons une opposition [intérieure] en Syrie et qui a une base populaire- pourquoi s'opposent-ils à partir de l'étranger ? Comment vivent-ils? Qui les finance ? Comment sont-ils financés ? Nous savons tous que certains d'entre eux font partie des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Qatar, de l'Arabie saoudite... Une véritable opposition n'appartient qu'au peuple syrien. Tant qu'ils n'appartiennent pas à ce peuple, ils sont fabriqués par d'autres pays. C'est l'évidence même.

Fox News : Je voudrais m'assurer d'une seule chose. Êtes-vous entrain de minimiser les décès pour dire qu'ils ne sont pas 50 000, mais plutôt 40 000 ou

30 000 ?

Président Al-Assad : Vous ne pouvez pas minimiser, parce qu'aujourd'hui la douleur est dans chaque maison. La tristesse est dans chaque maison, que ce chiffre soit supérieur ou inférieur. C'est une tragédie. C'est nous qui vivons en Syrie. Mais nous devons parler des causes. Qui a tué ces gens ? Ce n'est pas le gouvernement, mais les terroristes ! Nous défendons notre pays. Si nous ne nous défendions pas, ce chiffre serait plusieurs fois multiplié... c'est ce que je voulais dire.

Fox News : J'ai juste voulu clarifier cela. Maintenant, considérant la situation d'ici d'une manière plus globale -ce qui semble correspondre à un moment critique pour le monde- d'ici même, de cette Syrie déchirée par la guerre, pourrait se développer une nouvelle feuille de route vers la paix mondiale, qui commencerait par l'abandon de vos armes chimiques pour ensuite avancer selon un plan concret menant à la paix en Syrie. Pensez-vous que nous assistons à un tel de moment ?

Président Al-Assad : Parlez-vous de la situation en Syrie ? Il n'y a pas de relation directe entre la question des produits chimiques et la question du conflit à l'intérieur de la Syrie. Elles sont complètement différentes. Donc, si nous voulons avancer vers une solution politique, nous le pouvons, mais ce n'est pas lié à l'accord chimique.

Fox News : Je comprends, mais le fait est que c'est la question des armes chimiques qui a interpellé le monde pour finalement retenir son attention. Est-ce le moment à partir duquel vous pensez pouvoir construire quelque chose ?

Président Al-Assad : Cela dépend en grande partie des pays qui soutiennent les terroristes en Syrie.

Fox News : Avant de revenir à Greg, beaucoup de pays sont désormais impliqués dans ce processus, pas seulement les États-Unis et la Russie, mais aussi l'Iran, Israël, la Turquie et même la Chine. Donc, tout dépend de la coopération de la Syrie avec le processus de Genève. Êtes-vous prêt à faire en sorte que cette opportunité ne se délite ?

Président Al-Assad : Dès le début, nous avons soutenu le processus de Genève. Nous avons coopéré avec les émissaires de l'ONU qui sont venus en Syrie [2]. En fait, celui qui a fait obstacle, ce n'était ni la Syrie, ni la Russie, ni la Chine. Ce sont les États-Unis, et pour de nombreuses raisons. La raison principale est qu'ils n'ont pas une vraie « opposition de l'extérieur ». Ils savent que c'est là l'un de leurs principaux problèmes, parce que la conférence de Genève doit essentiellement se fonder sur la volonté du peuple syrien. Par conséquent, quel que soit l'accord sur lequel nous conviendrons à Genève, il sera soumis au peuple syrien. Si vous ne disposez pas d'une base populaire, vous ne pourrez pas le convaincre d'aller dans votre sens. Pour être très clair et très franc avec vous, c'est le problème des USA avec leurs marionnettes !

Fox News : Merci Monsieur le Président. Greg !

Fox News : Pour rebondir sur ce même sujet, Monsieur le Président, certains pensent qu'il y a en effet une piste à suivre et que pour la première fois, depuis deux ans et demi, vous vous tournez sérieusement vers la communauté internationale pour parler d'une piste de négociation -une piste étroite, nous sommes d'accord- mais qui porte seulement sur les armes

chimiques ; alors qu'il pourrait y avoir une possibilité pour de plus larges négociations. Pourrez-vous être de la partie si vos puissants alliés qui sont en réalité le véritable parrain de cette nouvelle vague de discussions et de négociations, [pourrez-vous être de la partie si] la Russie estime qu'il serait peut-être plus utile que vous ne restiez pas à votre poste ? Quelle serait votre position ? Resterez-vous jusqu'à la fin, ou bien seriez-vous prêt à démissionner si cela pouvait faciliter les choses, pour le bien de votre pays ? Le feriez-vous ?

Président Al-Assad : Rester ou ne pas rester à mon poste, en tant que Président, devrait être défini et décidé par le peuple syrien et par les urnes. Personne d'autre, qu'il soit ami ou ennemi ou autre, ne peut se prononcer sur cette question. Si le peuple syrien veut que vous soyez Président, vous devez rester. S'il ne veut pas de vous, vous devez quitter sur le champ, avec ou sans Conférence. C'est une évidence indiscutable. Comme je l'ai dit maintes fois, personne d'autre ne peut en décider, et la Russie n'a jamais tenté de s'immiscer dans les affaires syriennes. Il y a un « respect mutuel » entre la Syrie et la Russie, qui n'a jamais essayé de se mêler de ces détails syriens. Seuls l'administration américaine, ses alliés en Europe, et certains de leurs marionnettes ne cessent de répéter ces propos... le Président doit quitter... ce que le peuple syrien devrait faire... quel genre de gouvernement... Il n'y a que ce bloc qui interfère dans les affaires d'un pays souverain !

Fox News: Je sais que vous avez déclaré que des élections sont prévues pour 2014, et que vous accepterez le verdict du peuple, pour ou contre vous. Vous mèneriez cela dans le climat actuel ?

Président Al-Assad : Vous devez sonder l'humeur, la volonté et le désir du peuple à ce moment là, pour voir s'il veut que vous soyez candidat ou pas. S'il considère négativement votre candidature, vous ne vous présentez pas. Il est donc encore trop tôt pour en parler, parce que quelque chose de nouveau arrive chaque jour. Je peux prendre ma décision avant les élections.

Fox News : Monsieur le Président, d'après le New York Times, le Président Obama, parlant de la Syrie, a déclaré que le plus important des objectifs est de réduire l'usage et la prolifération des armes chimiques dans le monde. Croyez-vous que cela pourrait être l'occasion de rétablir les relations entre la Syrie et les États-Unis?

Président Al-Assad : Cela dépend de la crédibilité de l'administration, quelle qu'elle soit. Cela dépend de l'administration américaine.

Fox News: Mais vous ne dites pas que notre président manque de crédibilité... Je vous demande si c'est une occasion pour vous de rétablir les relations avec les États-Unis?

Président Al-Assad : Comme je le disais, la relation dépend de la crédibilité de l'administration. Nous n'avons jamais considéré les États-Unis comme un ennemi. Nous n'avons jamais considéré le peuple américain comme un ennemi. Nous préférons toujours avoir de bonnes relations avec tous les pays du monde, à commencer par les États-Unis parce que c'est le plus grand pays du monde. C'est normal et c'est évident. Mais cela ne veut pas dire que nous devons nous diriger là où les États-Unis voudraient nous diriger. Nous avons nos intérêts, nous avons une Civilisation et nous avons notre volonté. Ils doivent les accepter et les respecter. Nous n'avons pas de problème avec le « respect mutuel ». Nous voulons avoir de bonnes relations, bien sûr !

Fox News : Permettez-moi de vous demander quelques précisions sur l'avenir. Allez-vous vers une sorte de Constitution qui garantirait une plus grande liberté au peuple syrien ? Voulez-vous vraiment travailler dans ce sens ?

Président Al-Assad : Notre Constitution actuelle garantit plus de liberté, mais tout dépend du contenu de la liberté. C'est ce dont les parties syriennes pourraient discuter autour de la table. Ce n'est pas la constitution du Président. Ce n'est pas ma vision ou mon propre projet. Le projet devrait être national. Les Syriens devraient définir exactement ce qu'ils veulent et je dois accepter leur volonté.

Fox News : Par exemple, que pensez-vous des élections libres ?

Président Al-Assad : Selon notre constitution actuelle, nous avons déjà des élections libres. Nous aurons des élections libres l'année prochaine, en mai 2014.

Fox News : Un autre que vous pourrait-il être Président de la Syrie ?

Président Al-Assad : Certainement, n'importe qui le voudrait le pourrait.

Fox News : Vous n'êtes donc pas la seule personne qui pourrait l'être ?

Président Al-Assad : Non, je ne serais pas la seule personne.

Fox News : Donc, vous croyez qu'une transition pacifique, sans vous au pouvoir, est possible en Syrie ? Est-ce possible ?

Président Al-Assad : Qu'entendez-vous par transition ? Transition vers quoi ?

Fox News : Une transition vers une résolution du conflit et de la guerre. Est-ce possible sans vous au pouvoir ?

Président Al-Assad : Si le peuple syrien ne veut pas que je sois en situation transitoire, permanente, normale ou naturelle, cela signifie que tout devrait se passer de manière pacifique. Tout ce que le peuple refuse est nécessairement non pacifique.

Fox News : À quoi ressemblera la Syrie dans cinq ans ?

Président Al-Assad : Le jour où nous en aurons fini avec ce combat, nous devons faire face à de nombreux défis. Le plus urgent est, bien sûr, que nous nous débarrassions des terroristes comme je l'ai dit. Mais le défi le plus important est leur idéologie. Il est indubitable que la présence de terroristes extrémistes, venus de partout dans le monde, a eu des effets secondaires dans le cœur et l'esprit des plus jeunes en particulier. Que pouvez-vous attendre d'un enfant qui a tenté de décapiter quelqu'un de sa main ? Que devez-vous attendre des enfants qui ont vu à la télévision et sur Internet, les décapitations, les têtes sur barbecue, les cannibales... Je suis persuadé que cela aura laissé des dommages psychologiques et de mauvais effets secondaires sur la société. Nous devons réhabiliter cette génération et lui ouvrir l'esprit, comme la société syrienne a toujours été. Je parle évidemment de foyers locaux ; lesquels, si nous ne nous en occupons pas, se propageraient comme l'onde d'une eau dans laquelle on aurait balancé un caillou. Nous devons aussi reconstruire notre infrastructure qui a été détruite, ainsi que notre économie. Et comme je l'ai déjà dit, nous devons construire un nouveau système politique qui convienne au peuple syrien, un nouveau système économique... et toutes les ramifications issues de ces titres principaux.

Fox News : Monsieur le Président, en tant que journaliste, je veux juste vous dire ce que je vois lorsque je voyage à travers le pays. J'ai vu cette crise

évoluer. À l'heure actuelle j'observe, comme vous le faites, votre pays où peut-être 60% à 70% de votre territoire et 40% de votre population sont hors de votre contrôle. Six millions de personnes, presque le tiers de votre population, ont été déplacées par cette guerre. Nous avons parlé du nombre de décès et de blessés. Voyez-vous un quelconque chemin pour revenir en arrière ? Voyez-vous une quelconque manière qui fasse que le peuple, dans sa totalité, soit de nouveau derrière vous ? Voyez-vous n'importe quoi que vous pourriez faire en ce moment pour rattraper ces deux ans et demi d'horreur, de guerre sanglante et écrasante dans laquelle s'est enfoncé ce pays ?

Président Al-Assad : Maintenant que la majorité du peuple a subi, et a compris ce qu'est le terrorisme... je parle d'un pays qui était l'un des plus sûrs au monde et qui était classé au 4^{ème} rang mondial du point de vue de la sécurité intérieure... [maintenant que les gens] ont vécu l'extrémisme et le terrorisme, en direct, ils soutiennent le gouvernement. Ils sont derrière le gouvernement. Peu importe qu'ils soient derrière moi ou pas. Le plus important est que la majorité est derrière les institutions.

Quant à vos pourcentages, ils sont inexacts. Quels qu'ils soient, c'est vrai que l'armée et la police ne sont pas partout présentes sur le territoire syrien. Le problème ne consiste pas en une guerre entre deux pays et deux armées, comme vous semblez le suggérer lorsque vous dites que je contrôle certaines régions ou en libère d'autres... Il s'agit d'une infiltration par des terroristes. Quand nous en débarrassons certaines zones, ils vont vers d'autres, pour détruire, tuer et commettre leurs crimes habituels. Et le problème le plus dangereux auquel nous sommes confrontés est leur idéologie, ce qui est autrement plus important que le pourcentage de régions que nous contrôlons ou qu'ils contrôlent.

Pour finir, un grand nombre d'entre eux sont des étrangers non Syriens. Un jour ils partiront ou mourront ici, en Syrie, mais leur idéologie restera le principal souci de la Syrie et des pays voisins. Et cela devrait être le souci de tous les pays du monde, y compris des États-Unis !

Fox News : Monsieur le Président, merci beaucoup pour cet entretien.

Président Al-Assad : Je vous remercie d'être venus en Syrie.

Entrevue intégrale en anglais : (possibilité de mettre les sous-titres en français en cliquant sur sous-titres en anglais automatiques, puis cliquez traduire et choisir comme langue le français)

Docteur Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

19/09/2013

Texte transcrit et traduit par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca)

Source : Vidéo, 2^{ème} partie / Site de la Présidence de la République arabe syrienne
[sous-titrée en arabe – Sana]

<http://www.youtube.com/watch?v=L2J6xHRMFuU>

Voir la transcription de l'entrevue en anglais par Sana :

<http://sana.sy/eng/21/2013/09/19/503275.htm>

Voir également l'article sur l'entrevue de Foxnews par Sana :

http://www.mondialisation.ca/convention-sur-linterdiction-des-armes-chimiques-le-president-syrien-repond-aux-questions-de-fox-news/5350473?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=convention-sur-linterdiction-des-armes-chimiques-le-president-syrien-repond-aux-questions-de-fox-news

Notes :

[1] Le concept de « sens commun » :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Sens_commun

Dans la philosophie des Lumières il devient une sorte de bon sens, de bonne morale et de logique universelle... « une connaissance minimale, inscrite dans les choses mêmes, et que toute société détient de façon quasi génétique ».

La philosophie pragmatique américaine a une appréciation plus positive du sens commun que la philosophie continentale française...

[2] Syrie : L'initiative russe ? Oui... mais pas à sens unique !

<http://www.mondialisation.ca/syrie-si-linitiative-netait-venue-de-la-russie-nous-naurions-pas-travaille-en-vue-de-la-signature-de-la-convention->

[sur-linterdiction-des-armes-chimiques/5349746](#)

Copyright © 2013 Global Research